

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 25/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEDE ENVIRONNEMENT**

Lieu dit Ferme de Mauregard  
60480 Reuil-sur-Brèche

Références : IC-R/0391/23-JUD  
Code AIOT : 0005106806

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement SEDE ENVIRONNEMENT implanté Lieu dit Ferme de Mauregard 60480 Reuil-sur-Brèche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEDE ENVIRONNEMENT
- Lieu dit Ferme de Mauregard 60480 Reuil-sur-Brèche
- Code AIOT : 0005106806
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dans le cadre de son activité, la société SEDE exploite, sur la commune de REUIL SUR BRECHE (60), une plate-forme de compostage, appelée OISE COMPOST.

Le fonctionnement de l'établissement est réglementé par l'arrêté d'autorisation en date du 28 juin 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 février 2021.

Les activités relèvent notamment des rubriques suivantes :

- 2780-1.a : compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires ;
- 2780-2.a : compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agro-alimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 ;
- 2780-3.b : compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.

Le site produit du compost normalisé.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Certaines prescriptions des textes réglementaires suivants :

- Arrêté Ministériel du 22/04/2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Arrêté Ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Arrêté Préfectoral complémentaire du 04/02/2021 délivré à la société SEDE ENVIRONNEMENT.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information préalable et registre	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11 et 12	/	Sans objet
2	MTD 4 : séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	/	Sans objet
3	MTD 4 : tri des déchets solides entrants	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )	/	Sans objet
4	MTD 13 : Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.1	/	Sans objet
5	MTD 20 : Valeurs limites d'émissions	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	MTD 34 : Limitation des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.3	/	Sans objet
7	MTD 34 : Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3	/	Sans objet
8	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 04/02/2021, article 2.2.4.2	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/02/2021, article 7.1.8	/	Sans objet
10	Débit d'extinction minimal	Arrêté Préfectoral du 04/02/2021, article 7.1.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'exploitant a rapidement transmis les documents demandés lors de l'inspection afin d'être en conformité avec les dispositions réglementaires contrôlées par sondage.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information préalable et registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11 et 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, admission des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 11 :</u> [...] Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. [...]  Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également : - la description du procédé conduisant à la production de boues ;

- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté. [...]

#### Article 12 :

[...] Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. [...]

#### **Constats :**

L'inspection a procédé à la vérification du registre d'admission de juillet 2023. Celui-ci contient l'ensemble des éléments demandés par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

L'exploitant a indiqué que la plupart des boues admises sur le site provient de STEP urbaines. Les boues réceptionnées en juillet 2023 possèdent le code déchet 19 08 05 : boues provenant du traitement des eaux usées urbaines.

L'inspection a également procédé à la vérification de la fiche d'information préalable suivante : boues urbaines de la station d'épuration de Magny en Vexin - livraison du 24 juillet 2023 - CED 19 08 05.

Son contenu est conforme à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 et les résultats d'analyses sont conformes aux limites de qualité exigées par l'arrêté du 8 janvier 1998. Toutefois, l'inspection n'a pas procédé à la vérification du respect des fréquences d'analyses périodiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : MTD 4 : séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que chaque chauffeur possède un badge afin d'entrer sur le site et réaliser les pesées. Ainsi, les données relatives aux livraisons sont enregistrées automatiquement dans un logiciel. Il procède aux déversements des bennes sur des zones de stockage, séparées en fonction des propriétés des déchets.  Les procédures d'admission des déchets, le plan de zonage du site et le cahier des charges ont été transmis par mail du 25 septembre 2023.  Lors de la visite du site, l'inspection a constaté 4 zones de réceptions des déchets entrants : <ul style="list-style-type: none"><li>- casier de réception de boues ;</li><li>- aire de déchets vert brut ;</li><li>- aire de déchets vert broyés ;</li><li>- aire de déchets de sous-produits animaux de catégorie 3.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : MTD 4 : tri des déchets solides entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre : <ul style="list-style-type: none"><li>- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;</li><li>- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;</li><li>- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;</li><li>- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;</li><li>- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.</li></ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un responsable de site est présent pendant les horaires d'ouverture du site.</p> <p>Afin d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets, un contrôle visuel est réalisé après la livraison et avant la phase de mélange.</p> <p>Après le criblage du compost, un opérateur est chargé de réaliser un nouveau contrôle visuel.</p> <p>Une benne est présente sur le site afin d'isoler et traiter les déchets indésirables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : MTD 13 : Gestion des odeurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes :</p> <p>a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ;</p> <p>b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;</p> <p>c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération.</p> <p>Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;</li> <li>- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;</li> <li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;</li> <li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est située dans une zone sensible pour laquelle une nuisance olfactive est constatée. Un plan de gestion a donc été établi par l'exploitant et comprend les éléments demandés dans</p>

l'article III de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Le registre de suivi des plaintes fait état de 17 plaintes en 2023. Pour chacune de ces plaintes est indiqué :

- la date et le contenu de la plainte ;
- les circonstances (météorologiques, état des installations et conditions d'exploitation) ;
- les actions mises place.

Afin de limiter les dégagements d'odeur de l'installation, les techniques suivantes sont appliquées :

- boues mélangées et mises en fabrication le jour de la réception ;
- broyage réalisé en début de semaine pour éviter les nuisances le week-end ;
- moins de réception de boues l'été ;
- dispositifs d'aération dans les deux bassins ;
- dispositif de neutralisation d'odeurs par vapeur sèche avec un système automatisé de mise en route en fonction de la direction et de la vitesse du vent ( 1 ligne de long du grillage du site et 1 ligne au-dessus des casiers à boues) ;
- murs végétales ;
- système de brumisation d'eau pendant les activités de broyage.

SEDE a fait réaliser en juin et août 2021 par la société ODOURNET une étude odeur. Le rapport de cette étude conclut à la conformité du site vis-à-vis de la réglementation en vigueur : "L'impact olfactif de la plateforme de compostage au niveau des riverains, au percentile 98, est inférieur au seuil de 5 uoE/m<sup>3</sup> (seuil de référence pour limiter la gêne olfactive dans l'arrêté compostage d'avril 2008). La concentration d'odeur maximale est de 3,6 uoE/m<sup>3</sup> au niveau du riverain le plus proche du site (950m au Nord Est du site).

SEDE a fait intervenir un jury des odeurs sur le site en mai 2022 (société ODOURNET). Le rapport de l'étude conclut qu'"en conditions d'exploitation dites normal sur site, le jury a perçu des odeurs du panache jusqu'à environ 350 m au Sud-Ouest du site. Au-delà de 350 m, le jury n'a plus perçu d'odeurs issues du site".

L'exploitant a indiqué poursuivre les échanges avec la commune de LAFRAYE pour s'assurer que les actions mises en place sont efficaces.

L'inspection a invité l'exploitant à étudier le positionnement de ses andains de façon à limiter la dispersion des polluants : la plus faible surface possible est exposée aux vents dominants et les andains sont placés de préférence aux endroits du site où l'altitude est la plus basse.

**Observations :** Dans le cadre du système de management environnemental, le plan de gestion des odeurs doit être réexaminé régulièrement. À cet effet, les dates de mise à jour doivent être indiquées sur ce document.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 5 : MTD 20 : Valeurs limites d'émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE eaux communes à tous les traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes : MES : 60 mg/L – surveillance mensuelle DCO : 180 mg/L – surveillance mensuelle COT : 60 mg/L – surveillance mensuelle + surveillance semestrielle des PFOA et PFOS si substances pertinentes pour le flux d'effluents aqueux (cf inventaire)
<b>Constats :</b>  Le site ne rejette pas d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. Les lixiviats sont réutilisés dans le process.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : MTD 34 : Limitation des émissions atmosphériques canalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions atmosphériques canalisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une ou plusieurs des techniques suivantes : adsorption, bio filtre si nécessaire combiné à un prétraitement de l'effluent gazeux, filtre en tissu, oxydation thermique, épuration par voie humide en combinaison avec un bio filtre, une oxydation thermique ou une adsorption sur charbon actif. Un filtre en tissu est appliqué en cas de traitement mécano-biologique.
<b>Constats :</b>  Il n'y a pas de rejets canalisés sur le site. L'exploitation se fait en extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : MTD 34 : Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux install**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement biologique			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique	H <sub>2</sub> S (1)	/	semestrielle
	NH <sub>3</sub> (1)	20 mg/Nm <sup>3</sup> (3)	semestrielle
	Concentration d'odeurs (2)	500 ouE/ Nm <sup>3</sup> (3)	semestrielle
<p>(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.</p> <p>(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH<sub>3</sub> et de H<sub>2</sub>S.</p> <p>(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH<sub>3</sub>, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.</p>			
<b>Constats :</b>			
Il n'y a pas de rejets canalisés sur le site. L'exploitation se fait en extérieur.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**N° 8 : Conditions de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2021, article 2.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation et déroulement du procédé de compostage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres pour la fermentation. Cette hauteur peut-être portée à 5 mètres pour la maturation sous réserve de faire l'objet d'une demande justifiant l'absence de risques accidentels supplémentaires.</p> <p>Les tas et andains de matières présentes dans les aires de maturation, l'aire de fermentation, l'aire de stockage du compost, l'aire de refus de criblage et l'aire de déchets verts broyés sont limités aux dimensions (largueurs, longueur et hauteur) prise en considération dans l'étude de dangers transmis à l'inspection des installations classées dans le dossier de demande d'autorisation</p>

<p>initiales et reprises dans le plan annexé.</p> <p>Une distance minimale de 3 mètres est maintenue entre les aires de maturation et l'aire de refus de criblage.</p> <p>Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les tas et andains de matières présentes dans les aires de maturation, de fermentation, de stockage du compost, de refus de criblage et de déchets verts broyés sont limités à une hauteur de 3 mètres d'après l'étude de dangers transmise à l'inspection des installations classées dans le dossier de demande d'autorisation initiale.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté une hauteur de stockage d'environ 3 mètres sur l'ensemble du site.</p> <p>Une surface est maintenue libre dans l'enceinte de l'installation pour faciliter la circulation des engins d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>Une partie du site ne respectait pas la distance minimale de 3 mètres entre l'aire de maturation et l'aire de refus de criblage. Par mail du 25 septembre 2023, l'exploitant a transmis une photographie attestant sa mise en conformité (voir planche photographique).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2021, article 7.1.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.</p> <p>Ceux-ci seront constitués au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis, en nombre et capacité appropriés aux risques, à l'intérieur des bâtiments, locaux et sur les aires extérieures et dans les lieux pouvant présenter des risques spécifiques. [...]</li> <li>- Un bassin de réserve incendie d'une capacité de 120m<sup>3</sup> d'eau. Le nettoyage du bassin pompier est réalisé tous les deux ans, en même temps que le curage des autres bassins.</li> </ul> <p>Un marquage du bassin permet de vérifier la quantité d'eau disponible dans le bassin.</p> <p>Une procédure décrit la gestion du bassin incendie et son utilisation en cas d'incendie. [...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan de situation comprenant l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie du site (extincteurs et bassin incendie) et les consignes de sécurité a été présenté lors de l'inspection.</p> <p>Le site dispose de 10 extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et sur les aires extérieures. Le dernier contrôle réalisé le 4 avril 2023 ne révèle pas de non-conformité.</p> <p>Le dispose également d'un bassin incendie de 120 m<sup>3</sup> disposant d'une canne d'aspiration et d'une aire pour les engins d'extinction. Un marquage permet de vérifier la quantité d'eau disponible. Une moto pompe est disponible à proximité du bassin pour les opérateurs en cas d'incendie. Le dernier du curage du bassin a été réalisé le 7 septembre 2023.</p> <p>L'inspection a pu consulter la procédure sur la gestion du bassin et son utilisation en cas d'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 10 : Débit d'extinction minimal

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2021, article 7.1.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les services de lutte contre l'incendie doivent pouvoir disposer, durant 2 heures, d'un débit d'extinction minimal de 120 m<sup>3</sup>/h, dans un rayon de 150 m par les voies carrossables, mais à plus de 30 m du risque à défendre et en dehors des flux thermiques ne surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de 120 m<sup>3</sup> est implanté de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 150 mètres.</p> <p>Toutefois, lors de la visite du site, l'inspection a constaté un andain en maturation à moins de 30 m du bassin. Par mail du 25 septembre 2023, l'exploitant a transmis une photographie attestant sa mise en conformité (voir planche photographique).</p> <p>Prescription inadaptée :</p> <p>Au vu des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site, la disposition suivante : " Les services de lutte contre l'incendie doivent pouvoir disposer, durant 2 heures, d'un débit d'extinction minimal de 120 m<sup>3</sup>/h" n'apparaît pas adaptée aux activités de l'installation. En effet, l'article 19 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 dispose : " L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p>

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances."

De plus, le rapport de l'inspection des installations classées du 5 janvier 2021 concernant le projet de modification des conditions d'exploitation de la plateforme de compostage indique :

"Afin de lutter contre l'incendie, le site dispose des moyens suivants :

- des extincteurs vérifiés annuellement sont présents sur le site (dans le bâtiment de compostage, dans chaque chargeur) ;
- les services de secours disposent d'un numéro d'urgence Veolia ; ce dernier est affiché sur le site et permet de rentrer en contact avec un interlocuteur en cas d'urgence 24 h/24 ;
- le site dispose d'un bassin de réserve incendie d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> d'eau. Le nettoyage de ce bassin est réalisé tous les deux ans, en même temps que le curage des autres bassins. Un marquage du bassin permet de vérifier la quantité d'eau disponible."

L'exploitant s'est engagé à demander la modification des dispositions de cet article dans un dossier de porter à connaissance qui doit être déposé prochainement auprès de Mme la Préfète.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet